**[74:O:6]**

 **Affidavit : variante**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la/du [*ville, village, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., avocat, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis un avocat admis à pratiquer le droit dans l'État de ... depuis [*date*]. Je suis également admis à plaider devant d'autres tribunaux d'État et tribunaux fédéraux. Je suis actionnaire du cabinet de [*nom du cabinet*] qui a des bureaux à [*lieu* ] et ailleurs dans l'État de ...

2. Mes associés et moi-même représentons 23 débiteurs joints aux procédures de faillite de la Société ..., procédures qui se trouvent intentées en vertu du chapitre 11, et qui portent le numéro ... de la United States Bankruptcy Court pour le district sud de ... Au départ, ces instances ont été introduites par une requête de mise en faillite involontaire sous le régime du chapitre 11. Cette requête a été déposée contre ..., le [*date*]. Le [*date*], ... a donné son accord à l'inscription d'une ordonnance de redressement et a converti l'affaire en faillite volontaire sous le régime du chapitre 11. À sa suite, certaines des filiales de ..., au nombre desquelles figurent les défenderesses susmentionnées, ont introduit séparément des requêtes au même effet. Pour des impératifs de procédure, une ordonnance de jonction rendue le [*date*] a joint toute ces requêtes.

3. Le [*date*] ou vers cette date, la Banque ... de ... a entamé une procédure contradictoire en déposant une demande de jugement déclaratoire contre les débitrices.

4. Une copie conforme de la déclaration est jointe au présent affidavit comme pièce «A». Il ressort de celle-ci que ... sollicite un jugement déclaratoire portant sur la validité, l'ordre de priorité ainsi que l'étendue de certains privilèges hypothécaires de second rang et des cessions de loyers qui leur sont accessoires (ci-après les «privilèges»), privilèges que les débitrices ont consentis à ..., qui agissait pour son propre compte.

5. L'instruction de cette instance a été fixée pour le [*date*] à/au [*lieu*]. Les débitrices n'ont pas encore déposé de défense; elles ont présenté une motion préliminaire en rejet de la requête, motion dont l'audition est fixée pour le [*date*].

6. J'ai la ferme conviction que le témoignage de M. [*nom*], qui réside à [*lieu*], est indispensable à l'élaboration de la stratégie globale et à la preuve des moyens de défense affirmatifs des débitrices dans cette instance. Avant son affectation à [*lieu*], M. [*nom*] était directeur de projets à la Division des finances de la société mère ... C'est en cette qualité que, au cours de l'année qui a précédé l'opération visée par la présente cause M. [*nom*] a travaillé directement ou essentiellement à la formulation et à l'implantation d'un projet de redressement économique de ... et de ses filiales. Le projet prévoyait la restructuration, totale ou partielle, d'un capital d'emprunts non garantis au montant de ... $ US contractés auprès des membres du groupe bancaire ... Au long de la première moitié de l'année 19..., [*nom*] a joué un rôle clef dans l'évaluation, par ..., de la situation financière des débitrices; de plus, il a acquis une connaissance directe des circonstances qui ont amené, aux fins du projet, la création des privilèges en cause. Cette connaissance directe fournira des éléments de preuve d'une importance capitale lorsqu'il s'agira d'établir les moyens de défense affirmatifs potentiels des débitrices et leur prétention à faire annuler les privilèges destinés à garantir les emprunts, dont le montant dépasse les ... $ US, pour le motif qu'ils constituent des transferts frauduleux au sens de l'article 548 du United States Bankruptcy Code, 11 U.S.C. § 548.

7. Est jointe au présent affidavit comme pièce «B» une copie conforme des lettres rogatoires délivrées le [*date*] par le juge [*nom*] de la United States Bankruptcy Court pour le district sud de ..., lettres rogatoires qui requièrent l'interrogatoire oral de l'intimé.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.

Notaire public de

l'État de ...